

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Orienter-l-Amerique-Latine-vers-l-integration-economique>

Orienter l'Amérique Latine vers l'intégration économique

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : jeudi 19 janvier 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Bien que les États Nationaux d'Amérique latine aient obtenu leur indépendance politique au XIXe siècle, ils n'ont pas accédé à leur indépendance économique pour autant. Nous ne pouvons pas nous considérer comme des pays indépendants au point de vue économique alors que nos systèmes économiques sont soumis à l'hégémonie américaine, à ses prêts usuriers qui, même lorsque le montant initial de leur valeur est largement remboursé, représentent une dette presque impossible à rembourser et qui augmente chaque année ; cela consume ainsi notre trésor national qui pourrait être consacré au développement de nos peuples. Nous ne serons pas des pays économiquement indépendants tant que nous serons soumis au système néolibéral et à la mondialisation de l'économie qui fait abstraction des institutions d'ordre social comme la santé et l'éducation ; les travailleurs, et en particulier ceux des classes en difficulté ne peuvent par conséquent avoir accès à ces institutions.

Les échanges inégaux qui retardent notre développement sont un autre obstacle tout comme la subordination de nos états face à l'empire américain, qui essaie de nous imposer un "traité de libre-échange", lequel favorise essentiellement l'industrie américaine et les grandes multinationales, qui pour la plupart appartiennent à des capitalistes américains. Cet état d'asservissement ruine nos industries, en paralysant les activités de nombre d'entre elles, et en les condamnant à la faillite du fait d'une concurrence déloyale. Je me réfère à la ZLEA (Zone de Libre-Echange des Amériques). Nous savons que la faillite de nos industries est synonyme de chômage et de pauvreté à plus forte raison dans nos pays car les institutions qui aident les personnes dans de telles situations, comme c'est le cas en Europe, n'existent pas. C'est pourquoi nos états qui se sont affranchis suite aux batailles livrées face à deux États monarchiques, l'Espagne et le Portugal, ne sont pas des états véritablement libres. Du moins pas dans le sens économique du terme. Nous le serons le jour où nous nous unirons et formerons un grand état, à l'instar de l'Union Européenne, mais avec un programme plus radical et progressiste.

Lors des luttes de libération des colonies latino-américaines, les exilés latino-américains qui vivaient aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis ont joué un rôle important. Parmi eux, Simon Bolivar et Francisco Miranda se sont distingués pour leurs idées concernant l'intégration latino-américaine.

Tous deux ont compris que la nécessité impérieuse de l'intégration de « l'Hispano-Amérique » était indispensable au vu de l'éclosion d'un pays puissant : Les Etats-Unis. Sans nul doute, ces derniers doivent en grande partie leur grandeur et leur puissance à notre propre éparpillement et notre faiblesse. Suite à la Guerre de Sécession qui s'est déroulée entre 1861-1865, les Etats-Unis ont émergé en créant un état fédéré comportant toutes les caractéristiques d'un état multinational, chemin vers lequel se dirige l'Union Européenne de nos jours.

Cependant après avoir annexé le Nouveau-Mexique, le Texas, la Floride, l'Alaska, Porto Rico, Hawaï (et bien d'autres îles dans le Pacifique) et occupé la base de Guantánamo à Cuba, les Etats-Unis ne peuvent plus être considérés comme un état national, mais comme un état multinational. Ces derniers ont bénéficié de notre politique de désunion et notre politique belligérante pour répondre à leurs ambitions de nation puissante. De plus, ils ont pu exploiter nos richesses et tirer d'énormes avantages de l'échange inégal du fait de la faiblesse et du sous-développement de nos pays. J'entends par là que nous vendons nos matières premières aux Etats-Unis à des prix intéressants et qu'en échange nous recevons de l'outillage et des produits élaborés à partir de nos matières premières à des tarifs bien plus rentables pour les américains que pour nous. Ainsi, nous nous sommes transformés en pays vassaux des Etats-Unis.

Seul Cuba a réussi à en finir avec cet état d'asservissement et c'est une des raisons pour lesquelles le pays a subi le blocus économique et le rejet de la Maison Blanche, depuis que Fidel Castro a déclaré que Cuba était un état libre et souverain. Pendant que cet état multinational développait son industrie, nous autres les pays latino-américains, sommes devenus une sorte semi colonie, fournissant les matières premières à cette industrie américaine asservissante. A première vue, nos pays devaient bénéficier de cette politique d'échange commercial alors qu'en fait cette politique menée par la classe bourgeoise n'aspirait pas au développement autonome de nos pays mais plutôt à

l'accumulation de capitaux privés et à servir à leurs intérêts de classe mesquins.

Cette politique anti-nationale de nos classes bourgeoises appelées "nationales" à tort, a infligé un sérieux revers à nos ambitions de développement. Ainsi, notre développement industriel a été retardé et étant donné que nous avons été orphelins d'une grande patrie, nos pays ont assumé les fonctions d'un orphelinat avec des parents "adoptifs" au nord du Rio Grande ou plutôt des "beaux-parents" qui évoquaient parfois notre développement sans pour autant appliquer cette politique, comme la fameuse "Alliance pour le Progrès" et la "ZLEA", deux politiques économiques servant les intérêts de cet empire du nord.

De plus, pour imposer leur politique, leurs forces militaires nous ont envahis ou nous avons été tout bonnement mis sur écoute à de nombreuses reprises avec leurs appareils d'espionnage qui ont appuyé et donné l'élan à des coups d'état et ont également mis en place des dictatures réactionnaires et criminelles, chargées de faire le sale boulot pour la "Bourse de Commerce" de New York, dans le but de réduire à néant les organisations de masse progressistes ou ces gouvernements indépendantistes qui d'une certaine manière ne favorisaient pas leurs intérêts. Ce sont ces raisons qui ont eu le plus d'impact sur notre manque de développement.

Il est très difficile d'essayer de refaire l'Histoire et d'imaginer ce qu'elle aurait pu être si notre politique avait été différente ; si nos dirigeants avaient lutté pour conserver l'unité de nos peuples depuis le début. Toutefois, quiconque peut comprendre que la situation aurait évolué différemment si la politique de cette époque avait été marquée par l'unité et l'intégration économique et politique. Bien entendu, toute intégration économique doit par la suite mener à une intégration politique car la politique renforce la superstructure de tout modèle souhaitant conserver l'union.

En relisant nos classiques et en cherchant des pistes dans l'Histoire, nous nous sommes souvent confrontés à des paragraphes qui en disent long et qui pourtant passent presque inaperçus. Dans le paragraphe suivant, Engels explique comment la Prusse est parvenue à unifier autour d'elle des petits états qui avaient des lois et des monnaies différentes malgré les préjudices inhérents à la croissance et au développement économique de cet état national. Cela a été la base sur laquelle Bismarck s'est appuyé par la suite pour unifier l'état allemand. Le paragraphe dit la chose suivante :

"L'Union douanière a été un grand succès en Prusse. Le fait qu'elle signifiait la victoire sur l'influence autrichienne était encore secondaire. L'essentiel résidait dans le fait qu'elle avait attiré à côté de la Prusse toute la bourgeoisie des petits et moyens états allemands. A part la Saxe, il n'y avait aucun état allemand dans lequel l'industrie n'était pas parvenu à un développement pratiquement égal à celui de la Prusse ; et cela n'était pas seulement dû aux prémisses naturelles et historiques, mais plutôt à l'extension des frontières douanières et à l'agrandissement consécutif du marché intérieur ". [\[1\]](#)

En résumé, l'apparition de l'Allemagne comme nation forte de l'Europe et comme état national bourgeois, a réellement commencé avec l'intégration des petits états allemands et en premier lieu avec l'intégration de leurs marchés, en éliminant les taxes douanières et en créant par la suite une monnaie commune. Cela s'est produit entre 1830 et 1848, alors qu'en Amérique latine nos états nationaux se formaient. Bien que la grande majorité des latino-américains parlaient la même langue et partageaient en général une culture semblable, ils ne sont pas nés pour autant unis et forts, mais au contraire faibles et divisés.

Par la suite, nos peuples ont commencé à se battre entre eux pour agrandir leurs territoires et pour exploiter les richesses que leurs voisins possédaient. Cette politique suicidaire et erronée, ce système féodal ont entraîné la guerre contre la Confédération Pérou-Bolivie, la guerre du Pacifique entre le Chili, le Pérou et la Bolivie, la guerre du Chaco et bien d'autres encore. Tandis que nos peuples s'entretuaient lors de ces guerres fratricides inutiles, les Etats-Unis se consolidaient et se développaient jusqu'à devenir ce qu'ils représentent aujourd'hui : l'état multinational le plus puissant et le plus réactionnaire de la planète.

Comble de malheur pour nous, ce pays est à nos portes et se réjouit de voir que nous poursuivons notre politique belligérante et que le chauvinisme des petites puissances persiste. Nous avons justifié les vols et les invasions des pays frères par des arguments qui sont seulement nés d'un sentiment chauviniste aliénant. Et nous ne nous rendons pas compte que ces idées nuisibles n'émergent pas des peuples et ne correspondent pas non plus à leurs véritables intérêts ; au contraire, ces idées proviennent d'individus de la classe dominante qui souhaitent conserver leurs privilèges et qui se moquent pas mal de savoir si nos peuples sont dans le besoin. Tant que ces derniers possèdent plus qu'il n'en faut pour mener une vie paisible, pour profiter de la vie, le reste, que le Diable l'emporte.

C'est pourquoi je me demande si la politique de dispersion qui existe encore chez la "gauche", est une politique révolutionnaire et cohérente ou est-ce une politique bancaire qui coïncide dans l'ensemble avec les intérêts de cette grande nation du nord qui nous opprime. Parce qu'en politique, comme à la guerre, la pertinence ou le caractère erroné d'une action se mesure davantage par ses résultats que par ses intentions. Comme dit le dicton : "le chemin vers l'enfer est pavé de bonnes intentions". Justement, lors d'une interview accordée par Danny Cohn-Bendit, actuel député européen pour le parti des Verts (et surnommé Danny le Rouge depuis le grand mouvement de masses gauchiste en Europe et en particulier en France en 1968), affirme que l'éventuel triomphe du NON en France pour la Constitution européenne pourrait mener à la désintégration de l'UE, ce qui reviendrait à garantir la domination des Etats-Unis au niveau mondial [2]. Dans cet article, Cohn-Bendit évoque le journal "The Daily Telegraph", lequel affirme que l'attitude de la gauche française consistant à rejeter la Constitution de l'UE "nous simplifie la tâche" (c'est-à-dire, qu'elle appuie la réaction récalcitrante des plus fervents conservateurs et nationalistes du Royaume-Uni). Affirmation qui me paraît tout à fait juste.

Il est curieux que la "gauche" en Suède (et ailleurs en général) n'ait pas saisi l'importance de l'euro pour concurrencer l'économie américaine (qui est aujourd'hui la principale ennemie des peuples du monde et en particulier du peuple latino-américain). Le dollar, a été en son temps une monnaie convertible en or. Mais ce temps est révolu. La guerre du Vietnam ainsi que d'autres expériences belliqueuses de l'Empire ont provoqué l'explosion dans la production de dollars. Le monde entier a été inondé par un papier-monnaie qui, à vrai dire aujourd'hui, ne fait pas bonne figure, y compris dans l'économie. Et comme dit Manuel Acuña : "la circonstance pour laquelle beaucoup d'états acceptent, pour des raisons de principe, le dollar comme s'il était de l'or (alors que cela équivaut à accepter le déficit de la balance des paiements américaine), permet aux Etats-Unis d'obtenir des crédits gratuits à l'étranger". [3]

Et malgré cette "gauche" qui ne semble pas avoir de stratégie pour continuer la lutte au niveau mondial contre l'empire, l'économie américaine, le dollar américain, fléchissent à cause de deux facteurs importants de la conjoncture mondiale : tout d'abord, la présence de cet euro tant décrié par les "nationalistes" et par la gauche de plusieurs pays européens, et ensuite l'apparition de la Chine, nation la plus puissante de l'orient et comme autre état multinational émergent.

Depuis son apparition jusqu'à aujourd'hui, l'euro s'est caractérisé par la stabilité de sa monnaie. Ainsi, beaucoup de pays commencent à effectuer leurs transactions en euros et ceci aux dépens du dollar qui perd de son hégémonie mondiale car une monnaie possède les mêmes caractéristiques que n'importe quelle marchandise : plus on en demande, plus son prix augmente, moins on en demande, moins elle a de la valeur. Et lorsqu'un état adopte une mesure susceptible de mettre en danger la stabilité du dollar, les américains le considèrent comme "un ennemi potentiel" menant une politique anti-américaine. Il ne faut pas oublier que l'Irak, avant d'être envahi, projetait de laisser de côté les pétrodollars et de commercialiser son pétrole en euros. La Corée du Nord et Cuba suivent la même politique. La Russie, entre elle aussi dans la zone de l'euro.

En fait, il y a tout juste deux ans seulement, l'unique monnaie de référence des russes était le dollar. Aujourd'hui, la donne a changé surtout en raison du grand nombre de pays européens qui ont adhéré ou qui sont en voie d'adhésion à l'UE ; et la grande majorité d'entre eux ont accepté l'idée d'avoir l'euro comme monnaie nationale. Plus le marché intérieur de l'UE s'intensifiera, plus l'euro ne deviendra une monnaie forte et importante à l'échelle

mondiale. Et pour cette même raison, le dollar perd du terrain dans la course à l'hégémonie mondiale. De plus, l'Ukraine sera également amenée à devenir membre de l'UE, ce qui renforcerait énormément l'économie européenne, aux dépens de la Russie comme des Etats-Unis. Car s'il est vrai qu'aujourd'hui l'UE est un allié des Etats-Unis, il ne faut pas pour autant en conclure que sa politique est seulement au service des américains. Nous avons déjà pu constater de quelle manière des pays importants comme la France et l'Allemagne se sont opposés à la guerre en Irak.

Lorsque l'UE formera une union plus cohérente avec une politique extérieure uniforme, la situation va évoluer différemment. Cependant, la gauche européenne semble voir les choses sous un autre angle. Elle ne se représente pas l'UE comme un instrument qui pourrait lutter contre l'hégémonie américaine, elle la voit telle qu'elle est aujourd'hui c'est-à-dire sans homogénéité à ce jour et sans outils permettant d'achever cette cohésion. La gauche ne saisit pas qu'il est plus difficile d'appliquer le "socialisme dans un seul pays", plutôt que d'essayer de gagner des positions à l'intérieur de ce grand état multinational qui est en train d'apparaître en Europe ; cela, bien entendu, en dépit de tous les hauts et les bas et des difficultés naissant de la résistance des nationalistes et malgré les intérêts que les différentes classes ainsi que les nations et les régions veulent conserver.

Cette UE ne va pas limiter son expansion au territoire européen ; il est probable que l'adhésion de la Turquie soit suivie par celle de la Georgie et le contrôle de la Mer Noire sera un événement historique. Bien évidemment, la Russie (qui depuis 1917 a connu une période révolutionnaire et qui à l'aide d'autres pays a quasiment réussi à constituer un état multinational) ne peut accepter cette expansion de bon gré, mais sa marge de manoeuvre est restreinte si elle ne veut pas être impliquée dans une guerre désastreuse, conflit qui paraît cependant peu probable, voire impossible. Donc, sa politique économique sera contrainte de s'intégrer à l'UE ou au grand marché que représente l'orient, lequel s'appuiera probablement sur la Chine ou l'Inde, voire les deux à la fois.

Mais revenons-en plutôt au dollar. Comme Manuel Acuña l'a si bien dit : " la dépréciation de la monnaie entraîne des effets supplémentaires. Nous entrons dans un processus de causes et d'effets collatéraux " : il se réfère à l'augmentation du crédit bancaire, ce qui provoque la hausse des prix des produits, car les achats à l'extérieur sont effectués avec une monnaie dépréciée, et diminue le pouvoir d'achat des consommateurs américains. Même lorsque la dépréciation du dollar favorise les exportations américaines, elle engendre des dommages collatéraux pour d'autres pays capitalistes comme le Japon (un des principaux alliés des Etats-Unis en Asie et dans le monde) qui n'ont pas subi les retombées, mais bien au contraire : le yen a été réévalué de 3.8% en 2003, ce qui a eu en même temps une influence négative pour les exportations japonaises et a rendu la concurrence plus rude sur le marché mondial, à l'heure où l'économie traverse une crise qui s'intensifie à mesure que la Chine monopolise le marché mondial.

L'état japonais a tenté sans succès de dévaluer sa propre monnaie en achetant des dollars. Aujourd'hui, les banques japonaises possèdent environ 500.000 millions de dollars. Si cet argent était mis en vente, cela entraînerait une catastrophe économique sans précédent, car le dollar n'aurait plus aucune valeur et il servirait uniquement de décoration. Le déficit fiscal de la balance des paiements des Etats-Unis qui, au lieu de diminuer, augmente de jour en jour et l'autre raison pour laquelle le dollar s'est effondré. En grande partie à cause des dépenses militaires que l'occupation des 140.000 soldats en Irak a causées. À cela s'ajoute l'énorme coût de l'équipement militaire, le transfert des hommes jusqu'aux Etats-Unis et du matériel. Si bien que selon moi, ceux qui soutiennent que la dépréciation du dollar est une politique d'état (des Etats-Unis), se méprennent ; il semble plutôt que cela soit le résultat de leur propre crise économique, qui entre dans une étape réellement critique, en particulier depuis la guerre de l'Irak.

Le dynamisme de l'économie américaine, qui était supérieur à celle de l'UE et du Japon, avait jusqu'alors assuré un dollar fort. Mais c'est déjà de l'histoire ancienne. La donne a changé aujourd'hui bien que certains économistes soutiennent que la situation actuelle du dollar est passagère, et que cette monnaie se redressera à l'avenir. Cependant, chaque monnaie reflète l'état de son économie et la situation économique des Etats-Unis n'est pas nécessairement au mieux et le responsable est également en grande partie la République populaire de Chine.

L'essor économique de la Chine est en effet l'autre grande préoccupation de l'empire américain. La Chine, un pays dont le territoire est plus grand que l'Europe, et avec une population de 1.300.000.000 de personnes, est déjà en soi un état multinational comme l'UE et son développement est croissant et durable. L'unité de la Chine a été la principale préoccupation aussi bien du docteur Sun Yat-Sen, le premier président chinois et créateur du parti nationaliste (Kuomintang), que des communistes chinois. Avant de changer le système, leur stratégie consistait à mettre au premier plan l'unité et l'intégration de leur pays déchiré entre les "seigneurs de la guerre".

Son économie ne cesse de se développer, elle est désormais la plus dynamique du monde. Son produit national brut est le plus élevé du monde. Entre 2002 et 2003, le taux de croissance de son PNB a atteint les 9%. Durant ces années-là, le PNB de la Chine était 5 fois supérieur à celui de la Suède. La fabrication de véhicules automobiles en 2003 a augmenté de 80%, soit 100.000 véhicules de plus, et ce nombre va être dépassé en 2005. La production d'ordinateurs a doublé et la Chine a acheté la multinationale IBM qui est ainsi passée aux mains des chinois. De plus, la Chine a habilement réussi à convenir avec les anciens propriétaires de conserver le marché et ses acheteurs. Prenons l'exemple de l'entreprise suédoise Ericsson.

Déjà en 2003, le groupe avait augmenté le nombre de son personnel en Chine pour arriver à 30.000 personnes. Ainsi la Chine répond à un tiers du total de la production téléphonique d'Ericsson. De nos jours, l'utilisation du téléphone portable en Chine s'est énormément répandue, grâce à un réseau local et très bon marché. Cependant, malgré l'importance d'Ericsson en Chine, le groupe électronique chinois Huawei, a remporté le contrat des téléphones 3G, en signant un accord avec l'opérateur mobile hollandais Telfort, écartant ainsi deux compagnies qu'il opère avec les téléphones mobiles en déplaçant à deux compagnies de grande renommée en Europe : Nokia et le groupe Ericsson lui-même. Bien qu'autrefois la technologie des chinois n'était pas à la hauteur de ses concurrents scandinaves, aujourd'hui leur technique s'est améliorée et leurs téléphones sont meilleur marché. Le groupe chinois possède désormais plusieurs centres de recherche en Chine et dans ces mêmes pays scandinaves.

Le grand marché chinois a attiré des investisseurs importants : en 2002 ces investissements ont atteint le chiffre record de 55 milliards de dollars.

Les gros investisseurs ne sont pas les seuls à parier sur la Chine ; en effet de nombreux groupes de recherche technologique s'installent dans ce futur état multinational, mettant par conséquent de nouvelles technologies à la disposition de la Chine. Je maintiens que ce pays est en train de devenir un état multinational car il est déjà parvenu à un stade avancé dans ses accords avec la Malaisie, l'Indonésie, Singapour et les Philippines en vue d'établir un marché commun, en suivant les grandes lignes du marché européen qui a annoncé le début de l'UE. Le Vietnam, le Cambodge, le Laos et la Thaïlande attendent leur tour.

Quand ce marché prendra forme, les deux Corée seront intégrées selon toute vraisemblance. Le marché commun, sans barrière douanière est profitable pour tous ces pays-là et s'ils parvenaient à se mettre d'accord sur une monnaie commune, cela constituerait un pas important vers l'intégration, non seulement du marché, mais aussi de l'intégration politique et par là même vers la fin de la division des deux Corée, car cette scission qui n'aurait plus lieu d'être. Les américains se verraient ainsi contraints d'abandonner leur base militaire en Corée du sud.

J'ai cru comprendre que les chinois sont en pourparlers avec l'Inde en vue d'une éventuelle intégration de cette dernière. Ainsi, cela mettrait fin au conflit qui les a conduit à un affrontement militaire dans les années 60, durant lequel l'Inde a pu compter sur l'appui militaire de l'URSS qui se trouvait alors en litige de caractère idéologique avec la République Populaire chinoise. Ce litige a pris la forme d'un conflit armé, pour le contrôle du fleuve Amour, dont la totalité appartenait autrefois à la Chine, constituant une partie de la province chinoise Hsuentu ; lorsque Lénine a pris le pouvoir en Russie, il a déclaré que "l'URSS renoncerait aux territoires chinois acquis durant la période de l'expansion du tsarisme au XIXe siècle " [\[4\]](#). Cette déclaration a encouragé Sun Yat-Sen, le précurseur de la première révolution chinoise (1911-1927) à reconnaître l'URSS et à établir des relations diplomatiques entre les deux pays, politique qui, malheureusement, n'a été appliquée ni par Staline ni par ses successeurs.

Le grand essor économique de la Chine et par conséquent la lutte pour les matières premières est l'autre grand problème des Etats-Unis. Les exportations chinoises qui ont augmenté rapidement, ont créé une grande dépendance vis-à-vis des matières premières, comme le pétrole, entre autres.

Indépendamment de la guerre en Irak, qui a eu comme effet l'augmentation du prix du pétrole, l'utilisation croissante de ressources énergétiques par l'industrie chinoise, se répercute également sur la hausse des prix. Certains affirment que le baril qui vaut actuellement 50 dollars, pourrait atteindre 105 dollars, soit plus du double. Ceci pourrait entraîner une situation réellement chaotique au niveau de tout le système capitaliste mondial. En ce sens, la Chine achète à ses voisins tout ce qui est susceptible de servir à son industrie. Le bénéfice en résultant fait que ces derniers deviennent plus dépendants du commerce avec la Chine et cela serait pour eux un argument de poids en vue de l'intégration à un marché commun. Ce déséquilibre n'inquiète pas les chinois car il est compensé par l'excédent commercial qu'elle entretient avec les Etats-Unis et avec d'autres pays industrialisés. En 2003, l'excédent commercial de la Chine avec les Etats-Unis a atteint 120.000 millions de dollars.

Ainsi, la Chine abonde de dollars qu'elle investit en obligations de l'Etat américain (à ce jour, 80.000 millions de dollars), ce qui finance, dans une certaine mesure le déficit fiscal des Etats-Unis. Le déséquilibre de l'échange commercial avec les Etats-Unis, s'explique par les exportations chinoises qui sont très bon marché (grâce à la main d'oeuvre peu onéreuse en Chine), et qui ont donc inondé le marché américain. Un journaliste suédois a d'ailleurs déclaré de manière ironique que si l'on retirait tous les produits chinois d'une cuisine d'un américain de classe moyenne, il resterait seulement la conduite d'eau qu'est un produit américain. Les Etats-Unis n'ont pu éviter cela car la monnaie chinoise s'est cramponnée au dollar américain. Si le dollar augmente, le yuan aussi et s'il baisse, le yen en fait de même. Bush a tenté par plusieurs moyens de se débarrasser de ce yuan coriace, mais en vain. Cela a été le motif de vives disputes, cependant les chinois se montrent fermes dans leur stratégie économique.

L'importation de produits chinois aux Etats-Unis, a eu comme conséquence immédiate la diminution de la demande de produits nationaux et, donc la baisse du besoin en main d'oeuvre aux Etats-Unis. Le chômage des américains s'explique en grande partie par les exportations chinoises. Prenons le cas de l'industrie textile dans la ville de Kanapolis en Caroline du Nord où en 2003, 4.300 postes ont été supprimés. C'est un exemple parmi tant d'autres en Caroline du Nord et du Sud. Bush n'est pas en mesure de faire évoluer la situation car le système néolibéral et les règles qu'il a lui-même encouragés au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce vont à l'encontre de la protection des industries nationales des états membres.

Ce sont ces mêmes règles du jeu promues par les américains qui se sont retournées contre eux, tel un boummerang. Certains observateurs américains affirment que les Etats-Unis dépendent chaque jour un peu plus de la République Populaire chinoise. Et ils ne s'éloignent pas trop de la vérité. Ils soutiennent que derrière les importations provenant de la Chine, se trouvent de nombreuses entreprises américaines. Certaines d'entre elles importent des composants bon marché pour l'industrie électronique domestique, ce qui leur permet de baisser le prix de leur propre production pour le marché mondial.

Dans un premier temps, la stratégie politique américaine a été d'éradiquer le "communisme chinois" à la racine. Pour appliquer cette stratégie, il était nécessaire d'introduire le capitalisme en Chine à un stade bien plus important que celui qui existait déjà, car en Chine, contrairement à l'URSS, le capitalisme n'a jamais disparu totalement. L'état a toléré un certain degré de propriété privée. Suite à sa prise du pouvoir en 1949, le parti communiste a permis le retour à de nombreux industriels en Chine ; ceux-ci s'étaient exilés à Taiwan avec les forces nationalistes dirigés par Tchang Kai-Chek et qui ne seraient pas impliqués dans les crimes contre le peuple chinois.

Avec les « Quatre modernisations », politique de Deng Xiaoping à la mort de Mao, les américains s'attendaient à ce que le parti communiste ne se transforme en un parti social-démocrate et, par conséquent, en un partisan du capitalisme et du système néolibéral. Dans une certaine mesure, il y a un peu de vrai

dans tout cela, mais on ne peut s'avancer à dire que le Parti Communiste chinois délaissera le capitalisme d'Etat qui a été le système économique aussi bien de la Chine que de l'URSS et des pays de l'Europe de l'est qui appartenaient au bloc soviétique. Quoi qu'il en soit, la Chine se dirige vers un marché commun avec les pays d'Asie que nous avons mentionnés auparavant. Des instituts de recherche technologique comme "*Fremtidsforskning*" au Danemark et l'institut suédois de l'expert en télécommunications, Ian Pearson qui travaille pour *British Telecom*, constitué d'économistes, de biologistes, d'historiens, d'ethnologues et autres spécialistes s'accordent à dire que la Chine sera le pays possédant l'économie la plus performante au monde aux alentours de 2017 et dépassera largement les Etats-Unis [5].

Cela est probablement un peu exagéré, surtout lorsqu'ils avancent que les Etats-Unis perdront le grand pouvoir qu'ils détiennent actuellement.

Toutefois, on peut être sûr d'une chose : le dragon chinois s'est réveillé.

Le Japon est sur le déclin bien qu'il ait encore beaucoup d'influence et qu'il soit toujours une puissance économique au niveau mondial. Cependant, il a scellé son sort avec celui des Etats-Unis et il ne peut pas se comparer ni être en concurrence avec un pays possédant autant de ressources, de territoire et de population que la Chine. Ainsi, nous verrons comme le rôle directeur de l'économie et de la politique asiatique passera définitivement des mains du Japon à celles de la République Populaire de Chine. C'est pourquoi, de nos jours, le Japon tente d'améliorer ses relations avec la Chine, lesquelles se sont énormément dégradées à cause du refus des Japonais à reconnaître leurs grands crimes de guerre perpétrés contre le peuple chinois pendant la guerre de 1937 à 1945.

Et qu'en est-il du Condor latino-américain ? Où en sommes-nous ? Je crois que malgré le Pacte Andin et le Mercosur, nos peuples n'ont pas encore conscience de ce besoin d'union et de constitution d'une grande nation latino-américaine. Et ce n'est pas seulement la responsabilité des bourgeois latino-américains, mais aussi des mouvements gauchistes qui croient encore en la possibilité de prendre le pouvoir dans chacun de nos pays et de construire "le socialisme isolé" dans ce monde qui se métamorphose en grands états multinationaux. Ce monde où les états nationaux perdent leur raison d'être. Selon moi, les idées de Fidel Castro et du commandant Chavez sont les plus réalistes.

Ils préconisent l'Alternative Bolivarienne pour l'Amérique (ALBA), un marché et une intégration plus progressiste. Mais le chemin est long car de nombreuses personnes voudraient conserver leurs fiefs et les gouverner comme au Moyen-âge. De plus, l'empire américain ne veut pas d'une Amérique latine unie. C'est pourquoi, il essaie de mener à bien des accords économiques bilatéraux avec les pays les plus développés d'Amérique latine ; de cette manière, il les rallie à sa politique économique et les éloigne du sentiment unitaire.

L'Amérique latine est encore une région immensément riche en matières premières. Elle abonde en ressources énergétiques : cuivre, fer, uranium, argent, plomb, étain, zinc, etc. Si on les intégrait à nos économies, nous pourrions assister à un développement beaucoup plus rapide et efficace que celui d'aujourd'hui. L'Organisation des Etats Américains (OEA), pacte militaire qui permet à l'empire de gouverner indirectement nos nations, doit disparaître et pour cela notre intégration est nécessaire. C'est seulement de cette manière que nous pourrions négocier un plan d'égalité avec ce « beau-père adoptif » que nous avons dans le nord.

Le cas chilien est un mauvais exemple. Le Chili n'est pas en faveur de l'unité parce qu'il croit pouvoir préserver son économie tout en rayonnant en marge de l'unité latino-américaine. S'il était pour l'intégration, il aurait une politique internationale différente. Au lieu de claquer la porte à la Bolivie pour ses revendications maritimes, il devrait assumer une position conciliante au nom de l'intégration de nos peuples. Le chauvinisme chilien promu par les militaires et d'autres nationalistes est tellement considérable que, même la classe ouvrière chilienne et la grande majorité des membres des partis politiques de la gauche chilienne, (pas tous bien entendu) n'appuient pas l'accès à la mer de la Bolivie ; c'est une question qui constitue un grand obstacle pour l'intégration régionale et qui, tôt ou tard, finira par influencer sur l'économie chilienne, surtout à cause du manque de ressources énergétiques du Chili et de l'abondance de ces dernières en Bolivie. En réalité, en matière d'aveuglement politique tous ressemblent à l'aveuglement de

beaucoup de nos dirigeants qui ont lutté pour leur fief en manque d'une grande patrie latino-américaine.

Nous concluons alors cet article en nous demandant quelle stratégie politique adopter : une stratégie inconsistante chauviniste, nationaliste ou une stratégie intégrationniste ? Pussions-nous arrêter de penser un peu et tirer quelques enseignements de l'Histoire et de ce qui se passe dans le monde.

Traduction pour [El Correo](#) de l'espagnol de : [Marion et Franck Cazalas](#)

[Rebelión](#). Espagne, le 5 mai 2005.

Post-scriptum :

Notes :

[1] Friedrich Engels, Le rôle de la violence dans l'histoire. Ruvres choisies de Marx et Engels. Page 409.

[2] Article de Maciej Zaremba dans le journal suédois "Les Nouvelles du jour", dans la section Culture du 20 avril 2005.

[3] Manuel Acuña Asenjo. Escenarios Múltiples para una sola Ejecución, page 36

[4] Abel Samir. Crepúsculo de los Dioses en la Revolución China. Libro Primero, página 121.

[5] Ilustrerad Vetenskap, numéro 7/2005.